COLLECTIF CONTRE LES VIOLENCES FAMILIALES ET L'EXCLUSION

La droite et les femmes

Par Juliette Léonard



Comment les droites pensent-t-elles les femmes ? Entre les courants conservateurs qui s'opposent aux féminismes et certains courants libéraux qui tentent de concilier leurs idéaux avec les droits des femmes, la réponse n'est pas si évidente. En s'attaquant aux inégalités économiques, sociales et structurelles, les pensées féministes entrent souvent en collision avec les projets de droite. Cette étude propose une réflexion sur deux visions du monde que presque tout oppose.

En tant qu'association féministe qui va bientôt fêter ses cinquante ans, nous constatons que si aucun gouvernement, de gauche comme de droite, n'a jamais mis fin au patriarcat, nos vies sont largement impactées par des décisions politiques. Dès lors, il nous semble crucial d'inscrire les inégalités sexistes, bien qu'elles dépassent des décisions politiques, dans un contexte idéologique qui peut les diminuer ou les empirer. Après avoir mis en lumière les femmes au sein des projets d'extrême droite, nous souhaitons désormais nous pencher sur les volontés que cultivent les droites classiques à propos des femmes et des enjeux féministes.

Pour ce faire, dans cette étude, nous présenterons d'abord ce qui caractérise la droite et quelles sont ses principales composantes. Ensuite, nous développerons les conflits théoriques qui peuvent exister entre les pensées de droite et les pensées féministes. Enfin, nous ferons un rapide détour par le féminisme libéral. Nous terminerons cette étude par les impacts concrets des politiques de droite sur les femmes. Afin d'exemplifier nos propos, nous mobiliserons des mesures annoncées par le gouvernement belge Arizona ainsi que des propositions de notre principal parti de droite francophone, le MR. Nous verrons que les politiques de droite sont très cohérentes avec leurs principes, notamment en ce qui concerne les droits des femmes.

Notons qu'une analyse similaire sur la gauche et les femmes sortira également.

De quoi on parle quand on parle de la droite

Pour comprendre ce dont nous parlons quand nous parlons de la droite, il nous paraît opportun de la caractériser par rapport à son adversaire de toujours, la gauche. Le clivage gauche/droite repose avant tout sur une opposition socio-économique. Comme nous allons le voir plus en détail, la droite se caractérise par son adhésion au libre marché et à une faible régulation étatique, tandis que la gauche prône des modèles redistributifs visant l'égalité. Ainsi, un premier clivage majeur concerne ce que le politologue belge Delwit[1] identifie comme une opposition entre possédant·es et travailleuses·eurs (Delwit : 2018).

A ce clivage, s'ajoutent d'autres oppositions qui fracturent la gauche et la droite, dont une primordiale concernant la manière de concevoir l'être humain et la société. Pour la gauche, l'être humain et la société sont les résultats d'une construction sociale et historique qui dépasse nos volontés individuelles, n'est en rien naturelle et aurait pu donner un tout autre résultat. Ainsi, une personne n'est jamais totalement responsable de ses actes tant elle est façonnée par son milieu. A l'inverse, la droite a tendance à ne pas avoir de pensée structurelle : l'être humain agit selon sa volonté et est responsable de sa situation. Ainsi, la société est le résultat d'une somme d'individu·es et il existe un ordre social légitime, voire naturel[2]. La droite se distingue ainsi par sa croyance envers le mérite, alors que la gauche le dénonce comme un mythe dans une société structurellement inégalitaire[3]. En résulte que la gauche se définit comme une pensée collective, que ce soit dans les constats ou dans les solutions qu'elle prône, tandis que la droite se caractérise comme une pensée individualiste[4]. Pour exemplifier concrètement ces différences, prenons le décrochage scolaire. Pour un gouvernement de droite comme celui de l'Arizona, il faut lutter contre celui-ci par des mesures punitives envers les parents et envers l'enfant dans un but

1 Pascal Delwit est actuellement professeur en science politique à l'Université libre de Bruxelles (ULB), où il mène ses recherches au Centre d'étude de la vie politique (Cevipol). Celles-ci sont principalement consacrées aux partis politiques et à la vie politique et électorale en Belgique et en Europe.

2 Voir "Comprendre ce que veut dire gauche et droite en politique" de La sociothèque : https://youtu.be/0VydzcKJFmw

3 Voir la vidéo "Distinguer la gauche de la droite - En Bref (PopEx) "

4 D'où le fameux adage libéral "la liberté des uns s'arrête là où celles des autres commence".

de les responsabiliser (allant jusqu'à proposer de retirer les allocations familiales des parents des élèves absentéistes). Pour la gauche, au contraire, la solution est à chercher dans les (dys)fonctionnements du système scolaire, dans les potentielles difficultés (financières ou autres) rencontrées par les parents et/ou l'enfant[5] et réside non pas dans la punition, mais dans le soutien et l'accompagnement. Notons que pour des raisons de facilité de compréhension, ces présentations sont bien sûr caricaturales et la réalité est plus nuancée.

Une fois ces bases posées, nous pouvons définir plus en profondeur ce qu'est la droite. Cette entreprise n'est pas aisée tant la droite est plurielle, composée de différents courants qui varient, évoluent et se modifient selon les contextes géographiques, historiques et économiques. Ce qui est considéré comme de droite fluctue selon les pays et, pour prendre des exemples proches, la droite française n'est pas la droite belge et la droite belge francophone n'est pas non plus la droite belge néerlandophone. Notons, par ailleurs, que les courants de droite en Europe, mis à part l'extrême droite, ont peu été étudiés en comparaison à d'autres familles politiques (Delwit : 2019).

Pour saisir ce qu'est la droite, nous avons choisi d'explorer deux de ses courants majeurs - le libéralisme et le conservatisme - qui nous semblent être les plus pertinents à analyser, notamment dans le cadre belge francophone où le principal parti de droite, le MR, est traversé par ces deux doctrines. Réinsistons sur le fait que les descriptions qui vont suivre sont des idéaux-types et sont donc forcément schématiques.

Pour des raisons de facilité et de cohérence, les termes "libéraux" et "conservateurs" ne seront pas notés en écriture inclusive, les membres de ces mouvements n'y adhèrant de toute façon pas. Si nous pouvons souligner le caractère masculin des idées de droite, notons qu'il existe également des femmes libérales et conservatrices.

Le libéralisme : Il existe différents types de libéralismes[6] et "l'éventail des attitudes et positionnements politiques dans la famille libérale est particulièrement large" (Delwit : 2002). Mais les libéraux ont comme point commun un attachement à la liberté individuelle[7], le primat sur l'individu et l'individualisme (Quiriny : 2022). Le libéralisme englobe une dimension économique, ainsi qu'une politique et une philosophique. Cette doctrine reflète le contexte historique dans lequel elle émerge : celui des Lumières, de la Révolution Française et de la révolution industrielle.

D'un point de vue économique, la pensée libérale accompagne le système de production dans lequel nous vivons : le capitalisme. Le libéralisme prône la libre entreprise, la libre circulation des capitaux et la défense de la propriété privée. De manière assez logique, les libéraux sont favorables aux différents traités de libre échange, à la mondialisation et devraient soutenir la libre circulation des personnes. Le libéralisme préconise le libre marché et se caractérise par sa grande méfiance envers l'Etat qui est perçu comme restreignant l'individu (particulièrement dans le domaine économique).

Sur le plan politique et philosophique, le libéralisme a profondément influencé nos démocraties

5 Il serait d'ailleurs temps d'évaluer l'impact des violences sexuelles et/ou intrafamiliales sur le décrochage scolaire. Nous ne sommes pas convaincues que la punition soit le bon message à envoyer à des potentielles victimes.

6 "Par exemple, Seiler propose "cinq libéralismes : le libéralisme démocratique, le libéralisme catholique, le libéralisme laïc et anticlérical, le national-libéralisme, et le social-libéralisme" (Delwit : 2002), mais d'autres politologues proposent d'autres classements.

7 Les libéraux ont de nombreuses divergences sur ce qu'ils considèrent être la liberté.

occidentales, dites libérales. Les libéraux prônent la séparation des pouvoirs, le parlementarisme, le sécularisme[8], l'égalité des chances[9] et l'universalisme[10]. En principe, pour les libéraux, l'identité nationale ne devrait pas être une priorité. En ce qui concerne l'Etat, les libéraux souhaitent le voir limité à quelques fonctions relatives à "la défense nationale, une administration exacte de la justice, l'établissement et l'entretien des institutions d'intérêt public" (Brugère : 2009).

D'un point de vue historique, les principes démocratiques du libéralisme philosophique et politique n'ont été que peu vivaces à travers les époques et le libéralisme économique a primé devenant le combat principal des libéraux (Brugère : 2009). Ainsi, à travers les décennies, la famille libérale se caractérise surtout par son attachement au capitalisme. Notons qu'il existe de grandes variations et les principes énoncés précédemment sont plus ou moins appuyés selon les courants. Ainsi, le rapport à l'Etat, à la libre circulation, au libre marché, n'est pas unanime et les libéraux demandent plus ou moins de régulations, se déclinant en courants plutôt libéral-social, libertarien, libéral-conservateur, etc.

En Belgique, la « famille[11] » libérale regroupe le MR au Sud du pays et le VLD au Nord. Ils sont issus d'un ancêtre commun, le Parti Libéral de Belgique, fondé en 1846. Ce parti naît d'un clivage philosophico-religieux entre les responsables politiques de la jeune Belgique d'alors : tandis que les libéraux défendent une séparation stricte entre l'Église et l'État et promeuvent un État neutre et laïc, les catholiques défendent la prééminence de l'Église au sein de la société. Ce clivage va marquer la fin de l'unionisme en Belgique et provoquer la naissance de deux partis politiques rivaux : le Parti Libéral d'un côté et le Parti Catholique de l'autre[12].

Le conservatisme : Par conservatisme nous désignons une idéologie politique qui défend les valeurs et structures dites traditionnelles et s'oppose au progressisme. Il repose également sur le libéralisme économique, bien que nous puissions parfois observer certaines réticences à sa mise en oeuvre. En Belgique, les conservateurs, longtemps représentés par le Parti Catholique, ancêtre des Engagés, a pu, par tradition religieuse, présenter une plus grande méfiance envers un capitalisme totalement débridé. Il a également participé à la mise en place de certaines caractéristiques de notre État social (mutuelles, syndicats, caisses de secours, *etc.*)[13]. Néanmoins, malgré ce rapport au capitalisme, le conservatisme reste dans un prisme économique libéral. Selon les pays, les conservateurs peuvent donner une plus ou moins grande importance à l'Etat, que ce soit dans ses dimensions sécuritaires ou redistributives. Par exemple, en comparaison à d'autres droites, la droite française est moins hostile aux services publics et à la sécurité sociale (Haegel : 2017).

Comme nous l'avons vu avec la rupture entre catholiques et libéraux en Belgique au 19ème siècle, le conservatisme n'est pas marqué par la laïcité[14] . Il accorde une grande importance à la tradition, à l'identité nationale, à la nation et aux enjeux sécuritaires. Aujourd'hui, nous pouvons noter trois composantes essentielles au conservatisme : néo-libéral sur les questions économiques, néo-conservateur voire réactionnaire sur le plan sociétal, ethno-centriste (Delwit :

8 Séparation entre l'Eglise et l'Etat

9 Ce qui diffère de l'égalité des conditions défendue par le socialisme

10 Hérité des Lumières, l'universalisme conçoit une humanité commune où toutes et tous possèdent des mêmes droits et dignité.

11 Ensemble de partis et de mouvements politiques partageant une même idéologie (entendue comme un socle de principes et de valeurs partagés), voire une histoire commune, et étant potentiellement amenés à coopérer sur la scène nationale et/ou internationale. (Définition du CRISP : https://www.vocabulairepolitique.be/famille-politique/).

12 Le parti ouvrier belge, ancêtre du parti socialiste, est fondé en 1885.

13 Cette doctrine sociale (rerum novarum) du parti catholique repose également sur la volonté de contrer le socialisme qui est perçu comme éloignant de la religion.

14 Ou la mentionne lorsqu'il s'agit de pointer du doigts d'autres religions que celle considérée comme historiquement légitime dans le pays.

2018).

Le poids du conservatisme sur la condition des femmes, en Belgique comme ailleurs dans le monde, est considérable. Le conservatisme s'oppose aux revendications féministes qui chamboulent les rôles genrés traditionnels. Pour les conservateurs, pas question de remettre en question les rôles d'épouse et de mère, le mariage, la subordination des femmes aux hommes, le travail domestique majoritairement assigné aux femmes… ni de rendre l'accès aisé et gratuit à la contraception et à l'interruption volontaire d'une grossesse.

Ayant précédemment traité de l'extrême droite et de son projet pour les femmes, nous n'allons pas redévelopper le sujet[15]. Si l'extrême droite est classée à droite, c'est notamment en raison de convergences sur le plan socioéconomique ainsi que d'un attachement commun au mérite, l'ordre, la sécurité et par un amour exacerbé pour la nation. Néanmoins, il existe de nettes distinctions entre la droite et l'extrême droite, bien qu'elles s'affaissent parfois dangereusement. En effet, contrairement à la droite, et principalement à la droite libérale, l'extrême droite s'oppose totalement à l'humanité commune prônée par les Lumières, à la République et à la démocratie parlementaire. De plus, si la droite montre une plus grande fermeture à l'immigration que la gauche, elle suggère qu'il est possible d'assimilation des personnes d'origine étrangère, tandis que l'extrême droite perçoit celles-ci *a priori* comme nuisibles, non intégrables et venant chambouler l'ordre organique de la nation. De plus, pour l'extrême droite, les femmes n'ont leur place qu'au foyer tandis que pour la droite, nous allons le voir, il existe un plus grand éventail de possibilités.

Libéraux et conservateurs ont, à travers l'histoire, entretenu des relations complexes, tantôt se rapprochant par haine du socialisme, tantôt se déchirant sur des questions telles que la place de la religion. A cet égard, le cas du MR est assez révélateur des conflits, mais également des liens que peuvent entretenir ces deux courants. Nous l'avons dit, le parti libéral s'est d'abord inscrit de manière très claire dans le libéralisme et l'anticléricalisme en opposition au conservatisme. De sa création en 1846 jusqu'au début des années 1960, cette opposition était vivace et caractérisait le parti, qui faisait également preuve d'une grande constance sur le plan économique. Le parti libéral a ainsi bataillé pour la laïcité et contre l'emprise de l'Eglise sur l'Etat pendant des décennies. Mais une fois les guerres scolaires des années 50 terminées[16] et la garantie d'une plus grande laïcisation de la Belgique, le parti libéral a laissé tomber le combat contre le conservatisme laissant ainsi une place quasi centrale à son programme économique. Privilégiant ce programme socio-économique qui, à travers les époques, conserve les mêmes principes, le parti belge francophone a progressivement tourné le dos à certaines philosophies libérales. Le parti a finalement ouvert ses rangs à des personnalités plus diverses et plus conservatrices pour ainsi muer, petit à petit, en un parti conservateur[17]. Aujourd'hui, certain·es politologues pointent

15 Voir "Féminisation de l'extrême droite : la comprendre pour mieux la combattre"

16 Il y a eu deux guerres scolaires en Belgique, opposant d'un côté les partisans d'un enseignement laïc, soutenus par le Parti libéral et le Parti socialiste, et de l'autre, les défenseurs d'un enseignement confessionnel, principalement porté par le Parti catholique. La deuxième guerre scolaire, qui s'est déroulée de 1950 à 1959, s'est conclue par le Pacte scolaire, un compromis visant à apaiser les tensions et à structurer l'enseignement tel que nous le connaissons aujourd'hui. Ce pacte a consacré un double réseau d'enseignement : l'enseignement officiel, géré par l'État, et l'enseignement libre, majoritairement catholique mais également subsidié par l'État. Qu'il soit officiel ou libre, l'enseignement en Belgique doit néanmoins rester gratuit.

17 Le président actuel du MR dit « croire en lui et en Dieu » (La Libre Belgique, avril 2023), défend des valeurs chrétiennes et critique « ceux qui ne veulent admettre ces racines fortes » (idem). Précisons également que « Même quand on évoque le libéralisme qu'incarnait auparavant le MR, son ouverture sur certaines questions, c'était un libéralisme pour les Belges aisés et préférablement bien intégrés. » Thomas Legein (CEVIPOL – ULB) dans https://www.revuepolitique.be/mr-fier-detre-conservateur/

l'abandon des idées libérales par le MR que ce soit en raison de ses volontés de sécurité, de la place amoindrie laissée aux libertés individuelles, de sa plus faible ouverture à l'immigration ou à travers la réactivation de la thématique de laïcité qui ne pointe que les musulman·es (Delwit : 2019). La participation enthousiaste du MR au gouvernement Arizona scelle cette transformation. Les propositions nationalistes, sécuritaires et conservatrices comme les politiques migratoires les plus dures que la Belgique ait jamais connues, le développement de la reconnaissance faciale ou la traque des jeunes qui zoneraient un peu trop dans les rues, s'opposent aux philosophies libérales. Nous ne pouvons qu'espérer que certaines franges, sincèrement attachées aux idéaux libéraux et fières de l'histoire philosophique de leur parti, sauront reconnaître les dérives actuelles et s'opposeront à cette mue.

Cette mutation n'est pas un cas isolé et dans le contexte actuel, nous observons à échelle internationale que les libéraux ne sont plus que rarement les ardents défenseurs d'une vision ouverte et progressiste de la société. Bien souvent, les partis libéraux s'adaptent à la conjoncture et privilégient le maintien des intérêts économiques des possédant·es, quitte à s'enfermer dans un conservatisme sur les questions dites sociétales. Certain·es penseuses·eurs soutiennent que cette dérive est inhérente au libéralisme : les crises et les inégalités économiques génèrent insécurité et protestations, face auxquelles la droite réagit par des politiques de plus en plus liberticides et autoritaires (Harvey, 2014).

Les droites et les féminismes: d'impossibles conciliations

«*Dès le moment où on considère que le réel est une construction sociale, la conséquence politique normative immédiate est qu'on peut changer l'ordre des choses, on peut ne pas accepter les inégalités* » (Amir nurbakhsh dans « Les sociologues de droite existent-ils vraiment? » de Blast)

Nous l'avons vu, la droite a une matrice socio-économique commune, mais différents courants, qui s'allient et se délient selon les conjonctures, existent en son sein. Entre des tendances plus conservatrices, qui mettent l'accent sur l'ordre social et la tradition et des tendances plus libérales, qui promeuvent la liberté individuelle et l'égalité des chances, il peut exister différentes manières d'aborder les questions liées aux femmes. Dans tous les cas, nous allons le voir, les droites n'ont que peu théorisé la condition des femmes. A titre d'exemple le programme 2024 du MR ne développe pratiquement pas le sujet et la partie consacrée aux femmes tient sur une page (sur un programme de 311 pages[18]). S'il existe quelques textes, quelques slogans de campagne, *etc.* défendant l'idée d'une possible alliance entre féminisme et droite, ceux-ci sont assez minoritaires et sont loin de représenter un réel foisonnement.

Nous allons explorer ce cadre peu foisonnant et mettre en lumière les fractures théoriques qui existent entre les féminismes et les droites. Pour pointer ces difficiles conciliations, nous allons notamment nous baser sur des autrices libérales qui tentent, tant bien que mal, de convaincre leur camp politique qu'il faut (mieux) penser les questions féministes.

Il arrive que les partis de droite articulent certaines questions féministes avec leurs

18 A titre de comparaison, le chapitre "Droits des femmes" du PS fait 46 pages pour un programme de 1220 pages et celui d'Ecolo 9 pages pour un programme de 338 pages. Le PTB n'a pas sorti un PDF complet, mais les proportions sont similaires. Voir notre analyse des programmes politiques 2024 : https://www.cvfe.be/publications/etudes/507-femmes-programmes-2024

volontés sécuritaires. En effet, ces partis peuvent réduire les problèmes rencontrés par les femmes à des questions de harcèlement de rue, d'incivisme, *etc.* contre lesquels ils proposent leurs habituelles solutions telles que plus de présence policière, des caméras, *etc*[19]. A la différence de l'extrême droite, lorsque la droite parle d'insécurité, elle n'est pas censée la lier à l'immigration, mais le pas est parfois franchi (Sarkozy avait notamment ouvert les vannes) (Haegel : 2017). En plus de ces volontés sécuritaires, la droite peut également assimiler la défense des femmes (à croire que les femmes n'ont que besoin d'être défendues…) au principe de laïcité, dans un contexte général qui vise principalement les musulman·es.

Des difficultés à penser le genre et le système patriarcal

Nous l'avons mentionné, la droite attache une importance capitale à la responsabilité individuelle et au libre choix. Pour les libéraux comme pour les conservateurs, nos parcours de vie résultent de choix, de préférences individuelles, de volonté, de force, de réussite personnelle. Les pensées de droite n'incluent pas une dimension systémique dans laquelle les appartenances sociales, les conditions de vie et les structures sociétales[20] dépassent nos volontés individuelles (Lanctôt : 2015). Margaret Tatcher résumait cette pensée de la sorte : "There's no such thing as a society", "la société n'existe pas". Dès lors, la droite balbutie quand il s'agit de penser les femmes en tant que groupe social, traversé par d'autres rapports de classe ou de race[21], partageant des mêmes réalités et barrières liées à ces positions dans les rapports sociaux. Ce qui explique pourquoi la droite parle quasi exclusivement de discriminations, réduisant de vastes phénomènes à des préjugés et attitudes interindividuelles (avec un flou sur l'origine de celles-ci).

Ces conceptions s'opposent à celles développées par une majorité des courants féministes encore influencés par les théorisations de la seconde vague[22]. En effet, de nombreuses théories féministes ont mis en avant l'existence d'un système patriarcal dans lequel la notion de libre choix n'a que peu de sens. Elles définissent cet ordre patriarcal comme reposant sur des structures sociales, sur la construction de rôles genrés, sur une division du travail et elles dénoncent la naturalisation de ces phénomènes sociaux, d'où le fameux "on ne naît pas femme, on le devient". Les théories féministes ont développé à quel point notre histoire, nos institutions, *etc*. sont construites sur l'inégalité entre les hommes et les femmes et profondément marquées par celle-ci[23]. De la sorte, si les femmes sont, par exemple, majoritairement à charge des enfants ou travaillent dans les métiers du soin, ce n'est pas en raison de choix personnels. Le système patriarcal ne se réduit pas à des interactions interindividuelles. Les pensées féministes, au sein desquelles la volonté d'égalité est centrale, ont souligné à quel point nous ne faisons pas face aux mêmes difficultés et à quel point le mérite individuel n'est pas suffisant face à un système sexiste. Cette pensée ouvre la porte à la remise en question d'autres inégalités, notamment les inégalités économiques. Ces conceptions féministes sont en radicale opposition à la manière dont les droites conçoivent l'ordre des choses.

19 Nous avons déjà traité des objections qui nous avons face à un féminisme et carcéral dans notre étude "Justice transformatrice et violences de genre" ainsi que dans notre analyse "La sécurité des femmes en ville, oui, mais à quel prix social ?".

20 Il serait erroné de dire que la droite n'a aucune explication dépassant l'individu·e. Néanmoins celles-ci sont souvent religieuses, culturelles, ethniques, morales, etc. Voir "La gauche est-elle le camp du bien" de Usul : https://www.youtube.com/watch?v=tm7LuDPS7OU

21 Nous utilisons ce terme dans la conceptualisation sociologique de celui-ci.

22 Nous n'allons pas dans ce texte développer les nuances et débats internes au sein des féminismes. Ici encore, nous usons d'idéaux-types.

23 Voir les travaux pionniers de Simone de Beauvoir , Michelle Perrot, Christine Delphy, Françoise Héritier, Silvia Federicci, Angela Davis, Colette Guillaumin, Paola Tabet, Mariarosa Dalla Costa, Margaret Benston, Michelle Barret, Danièle Kergoat…

Cette première confrontation très forte entre les idées féministes et libérales donnent presque l'impression que ces courants ne parlent pas la même langue tant leurs postulats de départ s'opposent. "Comment la tradition libérale peut-elle prendre en compte la dépendance alors même qu'elle fait comme si l'indépendance allait de soi ? Elle oublie la spécificité du destin féminin à travers l'histoire (tout comme elle oublie la spécificité de tous les destins assujettis : les gens de couleur, les exclus du système économique, *etc*.)" (Brugère : 2009).

"Un idéal d'égalité trop abstrait" *(Brugère : 2009)*

De cette difficulté à penser le genre et le patriarcat comme des systèmes d'oppression, découle une autre opposition entre les idées féministes et celles de droite. Comme nous avons pu le constater en présentant les idées de droite et notamment celles du libéralisme, celles-ci revètent une dimension philosophique et font appel à des grandes valeurs, visant de beaux idéaux. Le libéralisme philosophique est une pensée idéaliste dans laquelle les idées structurent l'histoire et la société[24]. Pour les libéraux, l'égalité des chances et des droits sont suffisants et il n'est pas à creuser plus pour comprendre et lutter contre les inégalités restantes. Cette perception méritocratique empêche de poser concrètement la question du fondement des inégalités sexistes et de l'oppression des femmes.

De nombreux courants féministes, et ce depuis les débuts des mouvements féministes, se sont opposés à cette vision et ont eu pour objectif d'offrir une plus grande matérialité à l'oppression des femmes et gratter le vernis du cadre légal. A l'inverse du cadrage idéaliste, cette vision matérialiste propose que ce sont les conditions de vie et de travail qui façonnent les idées et les individu·es, et non pas l'inverse. Les féministes nous invitent à voir plus loin et démontrent que même si les hommes et les femmes sont égaux en droit, le système sexiste persiste. Pour elles, il faut quitter " la question des valeurs morales" et "l'affaire de l'égalité ne se pose plus en termes de bien et de mal, mais de pouvoir et d'absence de pouvoir" (Brugère : 2009). Pour réfléchir à cette question du pouvoir, "les féministes ont longtemps défendu l'idée selon laquelle la clé de voûte des inégalités hommes/femmes était la division genrée du travail dans la sphère privée" (Gauthier-Chung : 2016).

La question du travail est centrale chez les féministes, que ce soit à propos de la division genrée de celui-ci, du travail gratuit, du travail domestique ou du travail de soin[25]. Or, les différents courants de droite peinent à reconnaître l'ampleur du travail accompli par les femmes, souvent invisibilisé, sous-valorisé et mal (ou non) rémunéré. Les partis de droite qui se présentent comme les défenseurs du travail pénalisent ainsi les femmes dont le travail échappe à leur logique productiviste. "Dans les pratiques sociales de nos sociétés libérales ou dites « démocratiques », il apparaît très nettement que tout ce qui ne valorise pas l'individu entrepreneur de soi est oublié, mal considéré, rendu invisible, et confié à ceux que l'on peut disqualifier et assujettir : les femmes, les gens de couleur, les pauvres" (Brugère : 2009).

En plaçant la question du soin comme centrale et en proposant une société basée sur celui-

24 Encore une fois, ce sont des séparations schématiques. Et si certains penseurs libéraux sont effectivement plus idéalistes de par leur attachement à des principes abstraits, faisant fi des contraintes économiques, historiques, sociales… d'autres peuvent intégrer l'étude des institutions et des processus historiques dans leurs réflexions.

25 Ces réflexions ont d'ailleurs enrichi celles d'autres penseurs comme Friot dans ses théories sur le travail

ci, une grande partie des mouvements féministes s'oppose frontalement au libéralisme économique.

Cette vision abstraite des inégalités[26] a des conséquences concrètes. Pour prendre un exemple frappant, prenons celui du droit à l'avortement. Durant les élections belges de 2024, alors que les partis de gauche et, d'une certaine manière DéFI, défendaient des mesures pour mettre en place un réel droit à l'avortement (formation des médecins, allongement du délai, accès financier et géographique, *etc.*), le MR se limitait à une volonté d'inscrire celui-ci dans la constitution, en dépit des revendications féministes qui poussent à voir au-delà des lois et cadres légaux.

Le privé ne doit être féministe

De manière assez logique avec ce que nous avons déjà exposé, pour la droite libérale, le privé est privé et n'a pas à être politisé. "Puisque le libéralisme requiert de laisser aux individus la plus grande liberté possible afin qu'ils soient en mesure de mener à bien la version de la vie bonne qui leur convient, la sphère privée tend, en effet, à se situer hors du spectre d'intervention de l'État libéral" (Gauthier-Chung : 2016). Pour la droite conservatrice, par contre, le privé est l'espace où se jouent les conceptions morales et elle n'a pas de souci à imposer ses avis concernant le mariage, l'avortement, les relations amoureuses, *etc.* Contre ces deux visions, les féministes ont bataillé pour démontrer à quel point le privé est politique et à quel point ce qui se passe dans nos foyers résulte d'un système patriarcal. Pour exemplifier ce désaccord majeur, prenons le congé parental qui représente un levier important vers l'égalité hommes/femmes. Dans un long plaidoyer, l'autrice féministe libérale Gauthier-Chung arrive à la conclusion que les libéraux devraient défendre le congé paternité obligatoire, mais elle représente un avis minoritaire au sein de sa famille politique qu'elle explique de la sorte : "dans une perspective libérale, les individus devraient, après tout, pouvoir décider par eux-mêmes comment diviser leur propre congé parental et, avec un peu de chance, ils choisiraient de le diviser également". Cette position libérale du libre choix fait fi de l'assignation des femmes au rôle de mère qui fait qu'elles seront plus enclines à "choisir" ce congé, ce qui arrange par ailleurs très bien les tendances conservatrices. Cette proposition de laisser au couple le "choix" de partager les congés parentaux à leur guise est d'ailleurs celle du gouvernement Arizona. Notons également que le MR était le seul parti francophone à ne pas proposer dans son programme 2024 un congé de paternité.

Ces oppositions théoriques et pratiques majeures démontrent une grande difficulté à allier les pensées féministes et celles de droite[27]. Quelle que soit l'époque, de nombreuses féministes se sont opposées au libéralisme, le dénonçant comme un système qui, sous couvert de liberté, défend les intérêts des hommes (Brugère : 2009). Par ailleurs, nous l'avons dit, le féminisme qui a pour volonté principale l'égalité entre les hommes et les femmes peut rapidement amener à une remise en question de l'ensemble des inégalités, notamment celles découlant du système capitaliste. A l'heure où l'intersectionnalité marque les mouvements féministes et nous pousse à réfléchir les interactions entre le genre, la race et la classe, mettant ainsi une plus grande importance aux femmes pauvres, des pays "du sud", issues de l'immigration, *etc*. le fossé se creuse davantage. Nous allons le voir, les oppositions se corsent bien plus encore lorsque nous abordons la mise en place de politiques de droite qui frappent de plein fouet les femmes. Avant d'entrer dans ce point, nous allons d'abord nous arrêter sur le féminisme libéral qui, s'il n'est pas

26 Il existe des libéraux qui développent une conception plus matérielle de la liberté et qui souhaitent donner les possibilités à tou·tes d'être libres. Mais ce courant est minoritaire et dénoncé par d'autres libéraux comme menant au socialisme (Quiriny : 2022).
27 Pour aller plus loin, voir la vidéo "Les sociologues de droite existent-ils vraiment ?" de Blast

majoritaire au sein du féminisme, nous éclaire encore une fois sur la relation entre les droites et les femmes et nous invite à la réflexion sur notre propre féminisme.

Le cas du féminisme libéral

Malgré les incompatibilités énoncées entre les pensées de droite et les féminismes, il existe un féminisme libéral dont certain·es se revendiquent. Le féminisme libéral a pour ambition d'appliquer les principes libéraux à l'égalité entre les hommes et les femmes. Historiquement, "selon ce courant, l'oppression des femmes réside dans leur manque de droits politiques et civils. Elle peut donc être contrée par des réformes, visant à établir une égalité des chances entre femmes et hommes". Comme souvent dans la pensée libérale, "la « libération » des femmes s'accomplirait donc par la fin des discriminations, l'égalité de droits" et ce féminisme s'est "traditionnellement focalisé sur l'égalité juridique" (Cottais : 2021).

Historiquement, certaines féministes libérales ont défendu et/ou obtenu des avancées en matière de droits, bien sur toujours après des mobilisations féministes massives. Citons le droit à l'avortement qui en France a notamment été mené au niveau parlementaire par Simone Veil[28] tandis qu'en Belgique, l'avortement est partiellement dépénalisé en 1990 par la secrétaire d'Etat libérale Lucienne Hermans-Michielsen en duo avec le socialiste Roger Lallemend sous le gouvernement Martens III. Toujours en Belgique, d'autres lois ont été obtenues en matière de violences sexuelles sous des gouvernements de droite : la loi sur le viol en 1989, plusieurs lois concernant les violences sexuelles, conjugales et les féminicides portées en 2022-2023 par la secrétaire d'Etat écologiste Sarah Schlitz au sein d'un gouvernement de coalition.

> Les revendications de la première vague féministe[29], notamment le mouvement des Sufragettes, concernant l'égalité civique et des droits peuvent être qualifiées de féminisme libéral (en faisant bien référence au libéralisme politique et philosophique de ces années-là). Néanmoins, n'oublions pas l'importance des femmes socialistes au sein de ces mouvements et leurs critiques envers un féminisme qu'elles considéraient "bourgeois" car uniquement concentré sur l'éducation et le vote, sans jamais mentionner les conditions de vie et de travail des ouvrières (il s'agit d'ailleurs d'une période marquée par plusieurs révoltes auxquelles ont participé de fameuses figures féministes comme Louise Michel, Clara Zetkin ou encore Emma Goldman : 1830, 1848, La Commune de Paris de 1870, 1886 en Belgique, la révolution russe de 1917).

A l'instar de la pensée libérale, le féminisme libéral est individualiste et non basé sur le groupe, il postule la centralité de la liberté et se concentre sur la notion de choix personnel. Ce féminisme souhaite également s'affranchir de l'Etat. Faisant écho à ce que nous avons dit précédemment, les féministes libérales ne font pas mention d'inégalités systémiques ou d'un système patriarcal. "Elles croient au contraire au changement des mentalités individuelles, et non à la nécessité d'un renversement du système dans son ensemble" (Cottais : 2021).

Aujourd'hui, pour mener ce changement, les féministes libérales préconisent d'atténuer les

28 Méfions-nous tout de même de l'effet de loupe et rappelons-nous que Simone Veil était minoritaire au sein de sa famille politique qui a plus voté contre le droit à l'avortement.

29 La « première vague féministe » est une période de l'histoire du féminisme qui va des années 1850 à 1945 et qui concerne les pays européens et les États-Unis.

discriminations en exigeant la fin du plafond de verre et de meilleures représentations politiques, médiatiques, culturelles, *etc.* Pour ces féministes, les femmes doivent "prendre leur place" dans les entreprises et dans les sphères du pouvoir (Lanctôt : 2015). Ces féministes mettent également une grande importance sur l'éducation dans la lutte contre le sexisme, puisque celui-ci n'est pas un système, mais le fait d'individu·es (Cottais : 2021).

Ce discours ne remet pas en question les structures inégalitaires et souhaite que quelques femmes, considérées méritantes, puissent accéder au marché capitaliste dans une compétition avec les hommes. D'autres féministes le dénonce comme ayant pour but non pas l'égalité, mais la méritocratie ainsi que "l'égalité des chances de dominer" et notent qu'il est "tout à fait adapté à l'esprit du régime austéritaire" (Lanctôt : 2015). Ce féminisme ne souhaite pas un changement de paradigme, ne pense pas le soin, la solidarité, l'égalité entre toutes et tous et défend le libre marché, arguant que partout où le capitalisme prospère, l'égalité entre les hommes et les femmes avance. Cette dernière proposition s'oppose d'ailleurs de manière très frontale aux courants de pensée féministes majoritaires qui sont plutôt critiques envers le capitalisme[30] (Berger-Perrin : 2024).

Le féminisme libéral ne connait pas un énorme foisonnement intellectuel et présente de gros manquements analytiques sur les causes des inégalités. "Son ancrage dans les valeurs (néo)libérales, et donc individualistes, empêche de théoriser l'oppression des femmes comme collective, systémique et structurelle" (Cottais : 2021). "Toute approche libérale du féminisme ne peut qu'être insatisfaisante, incomplète car elle met de côté l'essentiel : la hiérarchie de pouvoir entre les hommes et les femmes" (Brugère : 2009). Le féminisme libéral a soutenu l'idéologie néolibérale et valorisé l'émancipation individuelle et la réussite professionnelle, au détriment des luttes collectives et de la justice sociale (Fraser, 2011). En s'alignant sur les valeurs du marché, ce féminisme libéral tourne le dos aux femmes précaires, racisées ou migrantes. Cette conception s'oppose à un féminisme anticapitaliste et intersectionnel qui articule la redistribution (économique), la reconnaissance (culturelle) et la représentation (politique) et une critique radicale des structures de pouvoir, y compris celles du capitalisme (Fraser, 2011).

La présentation de ce féminisme complète notre tableau des pensées de droite (et ici libérales). Elle nous invite également à une réflexion sur notre propre féminisme et sur la place que peuvent prendre certaines visions individualisantes[31]. Pour conclure ce voyage théorique au cœur des pensées de droite, soulignons que les lacunes que présentent ces courants à propos de la condition des femmes ne sont pas des oublis, mais découlent d'une certaine conception de la société et des rapports humains. Avec à l'esprit la connaissance des principes libéraux et conservateurs, le programme d'un parti comme le MR à propos des femmes nous semble parfaitement cohérent.

Au vu du tournant conservateur et de la montée des idées d'extrême droite, espérons néanmoins que les féministes libérales s'opposeront aux franges les plus conservatrices de leur famille politique pour continuer à faire vivre les principes démocratiques et qu'elles dénonceront un capitalisme de plus en plus violent envers les femmes. Se pose par ailleurs la question de l'écoute que peuvent porter les représentantes de ce féminisme aux revendications des autres féministes : dans un moment où les droites reprennent le narratif de l'extrême droite sur le

30 A ce sujet, lire notre analyse sur les violences économiques : https://www.cvfe.be/publications/analyses/537-violences-economiques-faites-aux-femmes-dans-le-couple-comme-au-travail-on-nen-veut-pas

31 A ce sujet, lire "Le manifeste pour les 99%" de Arruzza, Bhattacharya et Fraser

"wokisme" afin de disqualifier tous les propos un peu trop progressistes ainsi que la fragilisation de certaines structures associatives et d'éducation permanente, quels espaces de dialogue pouvons-nous faire exister pour confronter nos visions du monde et continuer à faire reculer les inégalités ? Le débat public sur ces enjeux est-il possible ou la polarisation a-t-elle vaincu tout espoir d'avancées sociétales ?

En pratique, ça donne quoi ?

Après avoir articulé de manière théorique les idées de droite avec les idées féministes, nous allons désormais analyser l'impact concret (et brutal) des politiques de droite sur les femmes.

Plus d'insécurité sociale

Les politiques mises en place par les différents partis de droite, en accord avec leur philosophie, sont caractérisées par la défense des possédant·es, par une adhésion à la libre entreprise, au libre marché, au capitalisme ainsi que par une méfiance envers les régulations étatiques. Les politiques de droite favorisent ainsi le privé et l'entrepreneuriat, au détriment du secteur public et des services adaptés à nos besoins. Ainsi, les politiques de droite sont bien souvent des entreprises de réduction des services publics et de la sécurité sociale. Les mesures des nouveaux gouvernements belges en donnent d'ailleurs de très bons exemples. Avec les arguments de nécessité de restrictions budgétaires, d'efforts à fournir, de compétitivité des entreprises, *etc.* le secteur public est systématiquement attaqué ainsi que le pouvoir d'achat, l'indexation des salaires, ou encore, les cotisations sociales. Les conditions de travail de tous les secteurs professionnels sont également menacées, les politicien·nes de droite défendant toujours plus de flexibilité.

> Certain·es qualifient les politiques libérales mises en place depuis les années 70 de néolibéralisme. Le néolibéralisme est une catégorisation qui n'est pas revendiquée comme un courant d'appartenance. Certains libéraux dénoncent ce système néolibéral, d'autres nient son existence. Le néolibéralisme désigne un type de libéralisme dans lequel nous retrouvons les mêmes recettes, mais avec un positionnement particulier par rapport à l'Etat. Chez les penseurs originels du libéralisme économique, le marché doit s'auto-réguler sans intervention de l'Etat qui fausserait le jeu de l'économie. Après les nombreuses crises de ce système dans la première moitié du 20ème siècle, des doctrines néolibérales émergent. Il ne s'agit plus alors de faire disparaître l'Etat au profit du marché, mais de mettre l'Etat au service du marché. L'Etat doit dès lors fournir un cadre permettant le bon fonctionnement du marché, c'est-à-dire que l'Etat se met à protéger les mécanismes de propriété, de libre-échange et d'entreprenariat plutôt que de ne pas s'en mêler. Les néolibéraux sont donc opposés aux acteurs sociaux qui tentent d'avoir prise sur l'économie (comme les syndicats ou les mouvements sociaux), car ce serait entraver le bon fonctionnement du marché (Harvey : 2014).

De nombreuses associations et féministes dénoncent les politiques de droite comme nuisant particulièrement aux femmes. En effet, les femmes sont plus nombreuses à être en situation de précarité, que ce soit par leur plus grande occupation de temps partiels (imposés), par leurs emplois plus flexibles, moins rémunérés, moins valorisés, ou encore parce qu'elles sont plus nombreuses à la tête d'une famille monoparentale, à avoir une petite pension, ou à être en

maladie longue durée[32]. Lorsque nous pensons la pauvreté, il nous faut imaginer une femme. Ainsi, les restrictions budgétaires, les attaques contre le pouvoir d'achat et celles contre les personnes en incapacité de travail pénalisent et appauvrissent particulièrement les femmes. De plus, la plus grande flexibilité demandée et la moindre reconnaissance de celle-ci (par exemple, l'Arizona souhaite faire commencer le travail de nuit à minuit plutôt que 20h) met à mal la conciliation vie privée/vie professionnelle et aggrave la course contre la montre entamée chaque jour par les mères. Meron Knikman, la présidente du Vrouwenraad[33], précise à propos du gouvernement Arizona dans son interview pour Axelle Mag "*Pendant toutes les négociations, nous avons écrit aux différents partis pour nous exprimer sur l'importance de ne pas oublier les conséquences genrées des mesures. Maintenant que nous avons l'accord sous les yeux, nous découvrons que les femmes seront durement touchées par les mesures annoncées[34].*"

En plus de cette augmentation de la flexibilité et de la précarité, affaiblir les services publics et la sécurité sociale impacte majoritairement les femmes, qu'elles soient travailleuses dans ces services ou bénéficiaires de ceux-ci. En effet, les femmes font plus appel aux services publics tels que la santé, les services sociaux et comptent plus sur les services liés à l'enfance comme les garderies, les crèches ou l'enseignement (Lanctôt : 2015). Réduire, par exemple, le budget de l'enseignement, remettre en question sa gratuité totale (comme l'a proposé le MR), c'est surcharger les femmes. Elles sont également plus souvent bénéficiaires d'allocations et de droits dérivés vu leur rapport fluctuant au travail rémunéré .

Les secteurs dans le colimateur des politiques de droite, au-delà du public, concernent également le soin et le social qui ne cadrent pas avec les volontés entrepreunariales des partis de droite. Hors, ces secteurs sont majoritairement occupés par des travailleuses femmes. Les secteurs associatif et syndical suscitent également de la méfiance et se trouvent souvent menacés. Pourtant, ceux-ci font également partie des piliers d'une société démocratique et nécessaires à l'égalité hommes/femmes.

Nous n'allons pas analyser ici l'ensemble des politiques pouvant impacter les femmes, mais nous aimerions souligner notre effroi à la lecture des politiques migratoires proposées par le gouvernement Arizona. Ces politiques dures visent à réduire les flux migratoires, à amoindrir la possibilité d'avoir la nationalité belge, à limiter le regroupement familial, *etc.* et vont avoir des conséquences catastrophiques, notamment pour les femmes migrantes en situation de violences conjugales. En effet, pour ces femmes, il est particulièrement difficile de quitter ces situations de violences tant elles ont peu accès aux services belges et tant leurs papiers et situation financière sont conditionnés à leur couple. Différentes associations féministes tiraient déjà régulièrement la sonnette d'alarme à ce propos, mais les propositions de l'Arizona ne vont qu'empirer la situation des personnes concernées[35].

32 Dans son article "Gouvernements des entités fédérées : les femmes au second plan ?", Axelle Mag spécifie à propos des femmes malades : "Pourtant, les déclarations gouvernementales ne se penchent que superficiellement sur cette question et affichent leur volonté de réduire le nombre de personnes en incapacité de travail, semblant ignorer la pénibilité du travail, notamment celui réalisé par les femmes. Celles-ci occupent fréquemment des emplois précaires et physiquement épuisants dans les secteurs du care, de l'éducation ou du nettoyage, qui ont un impact direct sur leur santé."

33 Conseil des femmes

34 Voir l'article d'Axelle Mag : https://www.axellemag.be/gouvernements-des-entites-federees-les-femmes-au-second-plan/

35 A ce sujet, les 3 associations historiques de lutte contre les violences conjugales en Belgique francophone : Solidarité Femmes, le CPVCF et le CVFE ont présenté un plaidoyer fin 2024 à destination des nouveaux gouvernements pour défendre les droits de femmes migrantes victimes de violences conjugales.

Quel que soit le plan socio-économique déployé par les politiques de droite, les femmes sont les premières impactées en raison de leur assignation spécifique dans la division genrée du travail. Appliquer des politiques d'austérité et de flexibilité fait reculer l'égalité hommes/femmes. Comme le conclut Vie Féminine interrogée par la RTBF à propos du gouvernement Arizona : "Lorsqu'on affaiblit leur autonomie économique, c'est bien aux droits des femmes que l'on s'attaque. Ce gouvernement n'est pas seulement anti-social, il est de facto anti-femmes[36]".

Plus de dépendance

Au-delà des conséquences économiques et des impacts sur la qualité de vie des femmes, nous devons également questionner la répercussion de ces mesures sur leur autonomie. La sécurité sociale et les services publics permettent un système de solidarité étatisé dont nous pouvons, normalement, tou·tes bénéficier[37]. En ce sens, il permet de ne pas dépendre d'autres systèmes de solidarité tels que la famille ou le couple. En tant qu'association de lutte contre les violences intrafamiliales et en tant que féministes, cette alternative solide nous semble plus que bienvenue. Les féministes ont depuis longtemps démontré à quel point le couple et la famille peuvent être des lieux de violences et de reproduction des inégalités sexistes[38]. Si nous voulons lutter contre le poids des violences sexuelles, de l'homophobie, des violences en tout genre, il faut fournir aux personnes les ressources pour pouvoir quitter ces violences, notamment quand elles ont lieu au sein du foyer. De plus, si nous souhaitons inventer d'autres manières de s'aimer, de faire famille, de faire couple, *etc.* comme le proposent de nombreuses féministes, nous débarrasser des enjeux économiques et de dépendance matérielle nous semblent être une condition *sine qua non*. Diminuer la sécurité sociale, c'est augmenter le poids (et les pressions) des structures familiales. Les attaques sur les systèmes de solidarité étatiques nous inquiètent sur la répercussion que cela pourrait avoir sur l'autonomie des femmes et leur cantonnement à des rôles familiaux. Dans un pays où, d'après Statbel, 23% des femmes sont déjà en situation de dépendance économique, il nous semble nécessaire de mettre en place des mesures qui consolident leur autonomie financière et l'égalité des conditions.

La place de la famille dans les politiques de droite n'est pas toujours cohérente entre les libéraux et les conservateurs et selon les époques et les pays. En France, par exemple, la famille pensée comme traditionnelle tient une place de choix dans les idées des droites, comme nous avons pu l'observer lors des oppositions au mariage homosexuel qui ont mobilisé les droites françaises. Qu'il s'agisse de l'ouverture à de nouveaux modèles familiaux, à la fiscalité des couples ou encore aux questions relatives à l'éducation (l'EVRAS à l'école, par exemple), les mouvements de droites ne sont pas unanimes.

Le gouvernement Arizona composé de partis pour qui la famille est primordiale (parce qu'ouvertement conservateurs ou de tradition catholique) nous interpelle. Nous pouvons craindre que les gouvernements belges actuels contribuent à renforcer les rôles genrés. Par exemple, Axelle Mag souligne que "la partie consacrée à l'« Égalité, droit des femmes et lutte contre les discriminations » dans la feuille de route du gouvernement de la FWB[39] est reléguée à un sous-chapitre au sein des politiques d'accueil de la petite enfance et du

36 https://www.rtbf.be/article/accord-de-gouvernement-federal-quelles-consequences-pour-les-droits-des-femmes-11499783
37 A condition d'être Belge…
38 Voir les travaux de Christine Delphy
39 Similaire dans la déclaration de politique régionale wallonne.

soutien aux familles. Ce positionnement révèle que ces questions de genre sont traitées d'un point de vue familiariste".

Ces enjeux sont particulièrement à surveiller tant le contexte international est au durcissement des droites et à une revalorisation des "valeurs traditionnelles" et de la famille. "La défense de l'ordre moral et sexuel constitue une dimension qu'il faut prendre en compte si l'on tente de cartographier les idées des droites aujourd'hui" (Haegel : 2017).

En conclusion

Nous avons vu que malgré de nombreuses divergences en son sein, la droite favorise un programme socio-économique qui se traduit en une défense de la libre entreprise et du libre marché. Nous pourrions dire que la droite a une vision du travail masculine qui se base sur la productivité, le profit et l'entreprenariat. Ces visions de droite s'opposent à celles développées par les mouvements féministes. Que ce soit dans leur incapacité à penser les structures inégalitaires, dans leur vision idéaliste de l'égalité ou dans leur vision restrictive du travail n'incluant pas celui des femmes, les droites ne semblent pas désireuses de prendre en compte les théories féministes des dernières décennies. Nous avons également vu qu'une fois au pouvoir, les politiques d'austérité et de flexibilité mises en place impactent particulièrement les femmes et les secteurs tels que le social, la santé, le soin, l'enseignement, *etc*. Les politiques de droite menacent l'autonomie des femmes et nous craignons qu'elles renforcent leur dépendance aux structures familiales.

Pour une association de lutte contre les violences conjugales et d'accompagnement des victimes, telle que le CVFE, les mesures qui limitent l'autonomie économique des femmes vont dans le sens contraire des avancées politiques et sociétales qui, en parallèle, reconnaissent l'existence des violences au sein du couple et leur impact sur la vie des femmes et enfants victimes. « Tout se passe comme si la possibilité de dénoncer et les solutions proposées pour sortir des contextes de violence ou de harcèlement étaient complètement déconnectées des conditions de vie, de travail et d'emploi[40]». En outre, les politiques de restrictions annoncées pour le secteur associatif, notamment spécialisé dans le traitement des violences, sont empruntées aux logiques du secteur marchand et ont un impact négatif dans le champ de l'accompagnement des victimes : « En reprenant la notion conçue par Catherine Rottenberg, on peut parler d'un féminisme néolibéral (d'Etat) pour qualifier ce cadrage des violences sexistes où ces dernières sont pensées comme désencastrées des conditions de vie, de travail et d'emploi concrètes et où les politiques publiques qui sont créées accompagnent une logique et des réformes néolibérales. L'accent est mis sur un traitement individuel et non structurel des violences[41]».

Le travail que le CVFE mène auprès de nombreuses femmes, chômeuses, mamans solos, migrantes, précaires… nous démontre quotidiennement les terribles impensés des discours méritocrates. Nous vivons les propositions des différents gouvernements de droite comme des violences de plus faites à ces femmes, quand nous espérions plus de solidarité.

Ce manque de considération envers les femmes explique peut-être, en partie, la tendance

40 https://www.sciencespo.fr/gender-studies/fr/actualites/violences-sexistes-et-sexuelles-le-regard-de-la-recherche/
41 Idem

observée, à échelle mondiale, d'un vote féminin davantage orienté vers la gauche[42]. Les féminismes – qu'ils soient intersectionnels, matérialistes, écoféministes, socialistes, etc. – remettent en cause les fondements idéologiques et les projets socio-économiques des droites. Qu'il s'agisse du travail, du mérite, de la famille ou de nos besoins collectifs, les luttes féministes ont toujours bousculé les politiques libérales et conservatrices. Face aux gouvernements actuels, en Belgique comme ailleurs, qui durcissent leurs positions, la colère et les mobilisations féministes ne feront que grandir. Ces résistances dessinent aussi des occasions : celles de renforcer nos liens, d'approfondir nos analyses et d'étendre nos solidarités. C'est dans ces moments de lutte que se construit l'espoir d'une société plus juste et égalitaire.

42 Chiffres 2019 : https://www.rtbf.be/article/qui-a-vote-pour-quel-parti-aux-elections-federales-de-2019-age-genre-religion-mutuelle-valeurs-quels-sont-les-facteurs-determinants-au-vote-11377437

Bibliographie

Livres

Lanctôt, A. (2015). Les libéraux n'aiment pas les femmes: Essai sur l'austérité. Lux Éditeur.

Delwit, P. (2018). Introduction à la science politique.

Delwit, P. (2019). Du parti libéral au MR: 170 ans de libéralisme en Belgique. Editions de l'Université de Bruxelles.

Harvey, D., Burlaud, A., & Denord, F. (2014). Brève histoire du néolibéralisme. No Title.

Articles scientifiques

Berger-Perrin, M. (2024). Pourquoi le féminisme ne peut être que libéral. Le Regard Libre, 110(8), 38-39.

Brugère, F. (2009). Le féminisme et le libéralisme. En marge des Lumières. Esprit, (8), 171-188.

Delwit, P. (2002). Le libéralisme politique: une famille politique complexe.

Fraser, N. (2011). Féminisme, capitalisme et ruses de l'histoire. *Cahiers du genre*, *50*(1), 165-192.

Gauthier-Chung, M. (2016). Égalité entre les sexes et libéralisme: le cas des congés de paternité 1. Politique et Sociétés, 35(2-3), 39-64.

Haegel, F. (2017). Les nouvelles divisions de la droite française. In Les grandes idées politiques (pp. 82-89). Éditions Sciences Humaines.

Quiriny, B. (2022). Le libéralisme, combien de divisions?. Astérion. Philosophie, histoire des idées, pensée politique, (26).

Articles issus du milieu associatif

Cottais, C. (2021) Le féminisme libéral. Institut du genre en géopolitique.

La Revue Politique « Un conservateur au MR. « La politique est une forme de guerre culturelle » (2023) : https://www.revuepolitique.be/un-conservateur-au-mr-la-politique-est-une-forme-de-guerre-culturelle/

La Revue Politique « MR, fier d'être conservateur » (2023) : https://www.revuepolitique.be/mr-fier-detre-conservateur/

Léonard Juliette « Violences économiques faites aux femmes, dans le couple comme au travail, on n'en veut pas! » CVFE (2024) : https://www.cvfe.be/publications/analyses/537-violences-economiques-faites-aux-femmes-dans-le-couple-comme-au-travail-on-nen-veut-pas

Juliette Léonard, *Justice tranformatrice et violences de genre. Inventer d'autres manières de rendre la justice,* Collectif contre les violences familiales et l'exclusion (CVFE asbl), août 2022.

URL : https://www.cvfe.be/publications/etudes/425-justice-transformatrice-et-violences-de-genre-inventer-de-nouvelles-facons-de-rendre-la-justice

Léonard Juliette "*La sécurité des femmes en ville, oui, mais à quel prix social ?*" CVFE (2023) : https://www.cvfe.be/publications/analyses/485-la-securite-des-femmes-en-ville-oui-mais-a-quel-prix-social

Axelle Mag "Gouvernements des entités fédérées : les femmes au second plan ?" (2024) : https://www.axellemag.be/gouvernements-des-entites-federees-les-femmes-au-second-plan/

Articles de presse

RTBF « Accord de gouvernement fédéral : quelles conséquences pour les droits des femmes » (2025) : https://www.rtbf.be/article/accord-de-gouvernement-federal-quelles-consequences-pour-les-droits-des-femmes-11499783

Moustique « Le mariage homosexuel adopté il y a 20 ans : comment ont voté les partis à l'époque ? » (2023) : https://www.moustique.be/actu/belgique/2023/01/30/le-mariage-homosexuel-adopte-il-y-a-20-ans-comment-ont-vote-les-partis-a-lepoque-255787

Vidéos

"La pensée 68 : sociologie et culture de l'excuse " de Usul : https://youtu.be/8-Bgt-d9oSA?list=PLvUlC24ticEhnOsEx9-bfmMPd_MTcOGU9

"Comprendre ce que veut dire gauche et droite en politique" de La sociothèque : https://youtu.be/0VydzcKJFmw

"La gauche est-elle le camp du bien" de Usul : https://www.youtube.com/watch?v=tm7LuDPS7OU

"Distinguer la gauche de la droite - En Bref (PopEx)" : https://www.youtube.com/watch?v=d8LGW7MoQzE

"Les sociologues de droite existent-ils vraiment ?" de Blast : https://www.youtube.com/watch?v=QU2CC7O4KQw&t=697s

La droite et les femmes

Collectif contre les Violences Familiales et l'Exclusion (CVFE asbl) : rue Maghin, 11 – 4000 Liège.

Publications (analyses et études) : www.cvfe.be

Contact : Juliette Léonard – julietteleonard@cvfe.be

Avec le soutien du Service de l'Education permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie.